



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE
FACULTÉ DE DROIT

5.5

Université de Genève

Droit des personnes physiques et de la famille

Année académique 2025-2026

Prof. M. Cottier et Prof. M.-L. Papaux

NUMERO D'IMMATRICULATION (en chiffres)
(Ex : 12-345-678)

NUMERO D'IMMATRICULATION (en lettres)
(Ex : un deux-trois quatre cinq-six sept huit)

Contrôle continu du 9 janvier 2026

Cet énoncé comporte, sur 12 pages, un cas pratique et 20 affirmations ;
une grille de réponses vous est remise sur une feuille à part.

L'examen dure deux heures.

Prière de ne pas dégrader le présent document.

Le présent document doit être restitué dans son entier, ainsi que la grille de réponses.

A. Cas pratique (env. 55 %)

Attention ! Le cas pratique est composé de deux questions (Q1 - 30 % et Q2 - 25 %). Veuillez répondre en justifiant vos réponses et en citant les dispositions légales applicables.

Ne répondez qu'à l'intérieur du cadre prévu à cet effet.

Question 1 (env. 30 %)

ADELINE, née le 31 janvier 2007, est une grande passionnée d'histoire et de littérature. Depuis sa plus tendre enfance, elle passe son temps libre entre les étagères poussiéreuses des bibliothèques à la recherche de sa prochaine aventure littéraire. Les parents d'ADELINE sont très fiers de leur fille unique et ont décidé de lui offrir un voyage pour l'obtention de sa maturité en juin 2025 : une semaine en Autriche, dont trois jours entiers consacrés à la visite de la plus grande bibliothèque monastique du monde, à l'abbaye d'Admont ! Si ce voyage a toujours fait rêver ADELINE, il s'est pourtant vite transformé en cauchemar ; la famille n'a jamais quitté la Suisse, sa voiture ayant été percutée par un camion sur l'autoroute. Les parents de la jeune femme n'ont pas survécu à ce tragique accident et ADELINE a été gravement blessée. Elle a passé les trois mois suivants à l'hôpital, à apprendre à gérer cette nouvelle situation et à suivre un programme intense de thérapies. En plus des lésions au niveau de ses jambes et de sa colonne vertébrale, qui lui causent une légère difficulté à marcher, une contusion cérébrale lui a été diagnostiquée, lui causant des difficultés de concentration et des maux de tête récurrents. ADELINE est sortie de l'hôpital le 30 septembre 2025, mais, au vu de son jeune âge et des séquelles de son accident, a besoin d'un soutien important pour gérer sa vie, notamment ses finances, tout comme les questions liées aux assurances ou encore à son logement. Elle est à vrai dire complètement dépassée par la situation, d'autant plus qu'elle n'a plus ses parents, ni d'autres membres de sa parenté pour l'épauler. Finalement, une curatelle de portée générale a été instituée avec son accord en octobre 2025, les autres solutions ne paraissant pas suffisantes. MAXINE, sa curatrice et représentante légale, est une jeune avocate engagée qui prend régulièrement le temps d'échanger avec ADELINE.

Le mois dernier ADELINE, en rentrant d'une séance de physiothérapie, est tombée par hasard sur une petite boutique appelée « La Caverne de JUDITH ». Intriguée par le nom et la devanture ésotérique, ADELINE s'est approchée de la vitrine et a aperçu à sa plus grande surprise une magnifique bague en argent sertie d'une émeraude, typique de l'ère victorienne, affichée à 800.- frs. « Une telle beauté pour à peine un dixième de sa vraie valeur, quelle aubaine ! » s'est enthousiasmée ADELINE en entrant dans la boutique. Après une longue discussion sur l'histoire de la boutique et l'origine de tout son contenu avec la propriétaire, ADELINE s'est décidée à acheter la bague au prix affiché, persuadée que MAXINE serait ravie pour elle de cet achat, qui s'approche même d'un investissement.

Hier, MAXINE est venue rendre visite à ADELINE pour prendre de ses nouvelles. Cette dernière a fièrement montré son acquisition à sa curatrice. MAXINE est consternée ; ADELINE n'a pas les moyens de s'offrir une telle folie et ne lui a pas demandé son autorisation pour dépenser cette somme extravagante. Après une discussion houleuse, MAXINE a demandé à sa cliente de ramener cette bague à la boutique, car de toute manière, selon ses dires, le contrat de vente a bien été conclu mais n'est pas valable.

ADELINE, confuse et attristée après cette discussion, vient vous consulter aujourd'hui. Elle vous demande :

- si le contrat de vente conclu entre JUDITH et ADELINE pour la bague est valable ; ✓
- si, contre restitution de la bague, JUDITH doit restituer à ADELINE les 800 frs, correspondant au prix de la vente.

Veillez répondre à ADELINE sous l'angle du Code civil uniquement. Sachez qu'ADELINE était capable de discernement au moment de l'achat de la bague et en relation avec cet acte.

Judith et Adeline ont-ils valablement conclu un contrat de vente ?

~~Quid de la conclusion du contrat de vente ?~~

~~Les articles 1 et 2 du cc définissent la conclusion d'un contrat de vente comme une manifestation, expresse ou tacite, de la volonté concordante et réciproque des deux parties. En vertu de l'article 184^{cc}, "cette vente est un contrat par lequel le vendeur s'oblige à livrer la chose vendue à l'acheteur et à lui transférer la propriété, moyennant un prix que l'acheteur s'engage à lui payer".~~

~~En l'espèce, l'exposition de la bague dans le magasin avec une indication du prix de 800.- constitue une offre de la vendeuse.~~

Quid de la validité de la manifestation de volonté de Adeline lors de l'achat ?

quid? Selon l'article 12 cc, "quiconque a l'exercice des droits civils est capable d'acquiescer et de s'obliger", c'est-à-dire la capacité de produire des effets juridiques par ses propres actes. L'article 17 cc précise que les mineurs ^{et} n'ont en principe pas l'exercice des droits civils. Cependant, les personnes ^{majeures} sous curatelle de portée générale et les mineurs capables de

⑧ et les personnes sous curatelle de portée générale
majeures

⊗ ou la personne majeure sous curatelle de portée générale (art. 398 cc)

⊕ l'acte de vente = obligation?

discernement au sens de l'article 16 cc peuvent contracter des obligations avec le consentement de leur représentant légal (art. 19 al. 1 cc). De plus, pour acquiescer des titres gratuits ou régler des affaires mineures se rapportant à la vie quotidienne, les mineurs et majeurs sous curatelle de portée générale capables de discernement n'ont pas besoin du consentement de leur représentant légal (art. 19 al. 2 cc). Ainsi, plusieurs conditions s'imposent à l'application de l'article 19 cc : la minorité (art. 14 cc) ⊗, la capacité de discernement (art. 16 cc), et le consentement du représentant légal ou non suivant l'acte.

⚠
Déf.?

↓
acquisition d'un legs / donation
ou réception d'une offre par ex.
de conclure un contrat de vente

Quid de la minorité ou une curatelle de portée générale?

L'article 14 cc définit la minorité comme toute personne plus jeune que 18 ans révolus.

En l'espèce, elle a 18 ans le vendredi 9 janvier 2026.

En conclusion, elle n'est pas mineure.

L'article 398 cc définit la curatelle de portée générale, qui est "instituée lorsqu'une personne a particulièrement besoin d'aide" (art. 398 al. 1 cc).

En l'espèce, Adeline avait particulièrement besoin d'aide et une curatelle de portée générale lui a été instituée. Sa curatrice est Maxine.

effets?

En conclusion, elle est une personne majeure sous curatelle de portée générale. + le consentement du représentant légal est nécessaire

Quid de la capacité de discernement de Adeline?

L'article 16 cc définit la capacité de discernement.

A teneur de l'énoncé, Adeline était capable de discernement au moment de l'achat de la bague et en relation avec cet acte.

⚠ Ne pas reformuler BC; répondre contenu articles en entier dans la majeure

⊗ (Selon la doctrine, il s'agit de petits achats comme les courses quotidiennes)

En conclusion, Adeline est capable de discernement au moment de l'achat de la bague.

Est-ce un acte accompli avec ou sans le consentement du représentant légal ?

Quid des actes accomplis sans le consentement ?

Selon l'art. 19 al. 1 cc, lorsqu'une personne mineure souhaite s'engager juridiquement, le consentement du représentant légal est nécessaire à la validité de l'acte. En revanche, si l'acte est une affaire se rapportant à la vie quotidienne[⊗] ou une acquisition à titre purement gratuite, le consentement du représentant légal n'est pas nécessaire (art. 19 al. 2 cc).

⚠
citer
b.1.1.1

En l'espèce, il s'agit d'un contrat de vente portant sur une bague coûtant 800.-. Il ne s'agit donc pas d'une acquisition à titre purement gratuite ou d'une affaire mineure se rapportant à la vie quotidienne, puisque le prix dépasse largement celui de petites courses alimentaires quotidiennes. De plus, ses moyens financiers^{sont limités}.

En conclusion, un consentement de sa curatrice est nécessaire, comme aucunes exceptions ne s'appliquent.

Quid des actes accomplis avec le consentement ?

L'acte est valide jusqu'à ce que le consentement du représentant légal ne soit donné (art. 19 al. 1 et 2 cc). Avant cette période, la personne sous curatelle de protection générale n'est pas engagée, mais le cocontractant est provisoirement lié. Cependant, si l'acte n'est pas ratifié par le représentant légal, l'acte devient caduc avec effet ex tunc au jour de la conclusion du contrat.

En l'espèce, la curatrice d'Adeline, Maxine, est sa représentante légale et a expressément refusé de consentir.

En conclusion, la manifestation de volonté de conclure un contrat de vente et le contrat de vente sont caducs avec effets ex tunc.

⊗, au sens de l'art. 196 al. 2 cc,

En conclusion (validité contrat de vente), la manifestation de volonté de Adeline n'a pas été ratifiée par Maxine et le contrat n'a pas été valablement conclu.

Judith doit-elle restituer les 800.- payé par Adeline, si celle-ci restitue la bague ?

Judith est-elle obligée de restituer l'argent ?

Selon l'article 196 al. 1 cc, "Est l'acte n'est pas ratifié par le représentant légal, chaque partie peut réclamer les prestations qu'elle a fournies. La personne privée de l'exercice des droits civils ne répond toutefois que jusqu'à concurrence des sommes [...] dont elle se trouve enrichie au moment de la répétition [...]". Ainsi, la partie cocontractante restitue tout ce qu'elle a reçu.

En l'espèce, Judith a reçu la somme de 800.-, qu'elle doit restituer à Adeline, qui est enrichie de la bague, qu'elle doit restituer.

En conclusion, Judith est obligée de restituer l'argent qu'elle a reçu ^{de Adeline}.

Judith peut-elle restituer moins que les 800.- reçu ?

Selon l'article 196 al. 2 cc : " (la) personne privée de l'exercice des droits civils qui s'est faussement donnée pour capable répond envers les tiers du dommage qu'elle ^{leur} a causé. " Cette responsabilité suppose la réunion de quatre conditions cumulatives : un dommage négatif, un comportement fautif, la capacité délictuelle (art. 19 al. 3 cc) et un lien de causalité naturelle et adéquate. Le dommage réparable est uniquement le [⊗] dommage négatif, à l'exclusion du dommage positif, lequel place le lésé dans la situation qui aurait été la sienne avec le contrat.

Quid du dommage négatif causé au cocontractant ?

Le cocontractant subit un dommage négatif, c'est-à-dire une diminution de l'actif ou un gain manqué, correspondant à la situation

qu'aurait été la sienne s'il n'avait jamais entendu parler de l'acte caduc.

En l'espèce, si Judith n'avait jamais entendu parler de Adeline, elle n'aurait pas eu la perte de bénéfice sur la bague. Cependant, cette perte de bénéfice, dans la mesure où ce gain n'aurait été réalisé que si le contrat avait été valable, constitue un dommage positif, qui ne doit pas être réparé.

En conclusion, Adeline n'a pas causé de dommage négatif à Judith.

Quid de l'existence d'un comportement fautif et de sa capacité délictuelle?

Le comportement fautif consiste à tromper le cocontractant sur l'existence du consentement du représentant légal ou à se prétendre faussement capable. La capacité délictuelle, au sens de l'art. 19 al. 3 CC, couvre ce comportement lorsque la personne capable de discernement mais privée de l'exercice des droits civils, a, selon la jurisprudence, la capacité d'apprécier le caractère illicite de son comportement et de se déterminer librement selon cette appréciation.

En l'espèce, Adeline pense bénéficier de l'accord de Maxine, sa sœur aînée. Elle n'envisage pas être dans l'incapacité de conclure ce contrat de vente et ne doit pas être titulaire de l'exercice des droits civils à Judith, qui lui vend la bague sans se poser la question. De plus, Adeline ne sait pas que Maxine refusera de donner son consentement. Elle ne pense pas accomplir un acte illicite, puisqu'elle pense être capable de conclure ce contrat de vente.

En conclusion, Adeline ^{ne pense avoir} pas adopté un comportement fautif et n'a donc pas la capacité délictuelle.

En conclusion (de la restitution), Judith devra rendre les 800.- à Adeline, lorsque cette dernière rendra la bague.

Question 2 (env. 25 %) :

Quelques jours avant Noël, ADELINÉ a mentionné avec enthousiasme la boutique de JUDITH à ses voisins de palier, TRISTAN et SYLVAIN, jeunes mariés qui ont emménagé dans l'immeuble au 1^{er} décembre 2025. Cherchant à meubler et décorer leur appartement par des pièces uniques, le couple s'est rendu dans « La Caverne de JUDITH » et ont eu un véritable coup de cœur pour une sculpture en marbre blanc, une représentation d'un rite païen d'une finesse et d'un réalisme sans égard, affichée à 900.- frs. Ne voulant pas se précipiter pour cet achat, ils ont préféré y réfléchir calmement et se sont décidés le Jour de l'An. TRISTAN, étant très pris par la gestion de son entreprise en ce début d'année, a demandé à son mari de se rendre seul dans le magasin de JUDITH pour finaliser cet achat. Une fois arrivé dans la boutique d'antiquités, SYLVAIN aperçoit le nouvel arrivage de JUDITH, et plus particulièrement une magnifique commode Louis XV, que JUDITH lui propose à la modique somme de 6'000.- frs, s'il la prend tout de suite. SYLVAIN lui explique d'abord que TRISTAN ne souhaite que la sculpture en marbre et qu'il n'acceptera au grand jamais une commode à ce prix-là. En réfléchissant à voix haute, il dit ensuite à JUDITH : « Je vais lui préparer un délicieux repas et il finira certainement par accepter ! ». Fier de son stratagème, il signe les contrats de vente et rentre avec les deux objets ainsi que la facture de JUDITH à hauteur de 6'900 frs.

En rentrant de sa journée de travail et excité de voir leur nouvelle œuvre, TRISTAN remarque directement la commode en question et demande sa provenance à SYLVAIN. N'ayant le cœur à mentir, SYLVAIN lui avoue tout. TRISTAN, certes touché par la franchise de son mari, n'en est pas moins énervé de cet achat qu'il juge inutile et compulsif. Sachant que SYLVAIN, actuellement au chômage, ne dispose pas des moyens nécessaires pour payer le prix des antiquités, TRISTAN craint devoir régler la totalité de la facture lui-même.

Sur recommandation d'ADELINE, TRISTAN vous consulte. Il sait que les contrats de vente ont été valablement conclus par SYLVAIN, mais il souhaite savoir à hauteur de quel montant il est solidairement engagé envers JUDITH.

Veuillez examiner la question sous l'angle du Code civil uniquement.

À hauteur de quel montant Tristan est-il solidairement engagé envers Judith ?

Quid de la représentation de l'union conjugale ?

Quid conditions de l'art 166 al. 1 CC ?

Selon l'article 166 al. 1 CC, chaque époux représente

l'union conjugale pour les besoins courants de la famille.

Quid exercice des droits civils de l'époux ?

En revanche, l'article 166 al. 2 CC précise qu'au-delà des besoins courants, une autorisation du conjoint ou du juge est nécessaire.

Quid d'un besoin courant ?

- mariage + vie commune
 - acte destiné à satisfaire les besoins de la famille
 - exercice des droits civils
 - notion relative : dépenses fréquentes d'un montant limité + en lien avec notion d'entretien convenable
- 163 CC sur entretien famille

Selon la jurisprudence, les besoins courants au sens de l'article 166 al. 1 CC, sont notamment : les dépenses fréquentes d'un montant limité et qui permettent l'entretien convenable au sens de l'art. 163 al. 1 CC. Il s'agit par exemple de la nourriture, des habits, des ^{primes d'}assurances, maladies, des produits ménagers, etc. Et si la famille se trouve dans une situation confortable, plus de frais sont possibles (par exemple : voyages, vacances ou loisirs).

Quid EDC de S ?

↑ rien permet de dater de la capacité civile...

Quid mariage et vie commune de T ?

↑ ils sont mariés + vivent ensemble

En l'espèce, seul Tryston travaille, puisque Sylvain est au chômage. La somme de 6900.- est largement supérieure aux coûts des besoins courants d'une famille modeste. De plus, l'achat de meubles et d'antiquités ayant un coût élevé ne sont pas des besoins courants.

En conclusion, il ne s'agit pas d'un besoin courant ^{rentrant dans la représentation ordinaire}.

Quid d'un achat extraordinaire ?

Quid art 166 al. 2 CC ?

s'oblige personnellement + solidaires ont son conjoint

Selon l'article 166 al. 2 CC, toutes les autres dépenses, pour engager solidairement l'autre époux, nécessitent son consentement, ou l'autorisation du juge, ou une situation d'urgence (par exemple l'affaire doit être conclue maintenant et le conjoint est empêché par la maladie de donner son consentement). Ces besoins sont notamment l'acquisition de meubles ou appareils non ménagés mais courants (selon la jurisprudence).

Quid urgence ?

En l'espèce, il s'agit d'un meuble à 900.-, pour lequel Tryston a donné son consentement, et d'un meuble à 6000.-, pour lequel Tryston n'a pas donné son accord. Tryston n'est pas incapable de donner son consentement et le juge n'a pas donné son accord. De plus, le couple n'a pas des moyens

Quid excès de pouvoir par S ?

"S. aurait pu attendre le retour de T. donc pas d'urgence"

"S. a excédé de manière reconnaissable son pouvoir de représentation en disant que T. n'accepterait jamais une commande à ce prix-là."

financiers permettant d'assumer un tel achat, que Trystan juge "impuisé", puisque Sylvain est au chômage.

En conclusion, le consentement de Trystan n'a pas été donné^① alors que l'on ne se trouve pas dans une situation de représentation ordinaire.

En conclusion (finale), Trystan n'est engagé solidairement que à hauteur de 900.-, soit le montant correspondant au meuble pour lequel il a donné son consentement,

① pour l'achat du meuble à 6000.-

B. Affirmations (env. 45 %)

Série B

Veillez répondre avec un stylo bleu ou noir (non-effaçable) sur la grille de réponses qui vous est remise à part.

Veillez cocher la case A si l'affirmation est vraie et la case B si l'affirmation est fausse. En cas d'erreur, vous pouvez colorier la case pour que celle-ci ne soit pas comptabilisée.

Rappel : un demi-point négatif est attribué à chaque réponse erronée.

- 1) L'entrée volontaire d'une personne âgée capable de discernement dans un établissement médico-social, dans l'intention d'y vivre jusqu'à la fin de ses jours, ne suffit (pas) pour constituer à cet endroit son domicile volontaire. F ✓
- 2) À la suite du divorce, une personne, qui a changé de nom au jour du mariage, a la possibilité, et ce en tout temps, de déclarer à l'officier de l'état civil vouloir reprendre son nom de célibataire. V ✓
- 3) La personne déclarant vouloir changer de sexe (peut) faire inscrire un nouveau prénom au registre de l'état civil, à la place ou en sus du ou des prénoms déjà inscrits. V ✓
- 4) SYLVIE et MAELLE sont mariées. SYLVIE est alliée en ligne directe au troisième degré de PAOLA, grand-mère de MAELLE. F ✓
- 5) Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, une présomption réfragable d'incapacité de discernement est retenue en cas d'ivresse manifeste. Faux ✓
- 6) En vertu de l'art. 19c al. 2 CC, les personnes incapables de discernement exercent de manière autonome les droits qui ne souffrent aucune représentation en raison de leur lien étroit avec la personnalité. F ✓
- 7) Une personne frappée d'une incapacité de discernement passagère, qui ne lui est pas imputable à faute, est néanmoins tenue de réparer la totalité du dommage qu'elle a causé dans cet état si l'équité l'exige. Vrai ou partielle ✓
- 8) L'action en paternité de la mère consiste à exercer un droit strictement personnel proprement dit, ce qui signifie que la mère capable de discernement agit de manière autonome, même lorsqu'elle est mineure ou sous curatelle de portée générale. V ✓

Paula
|
x
|
Sylvie & Maëlle

- 9) Les fiancés, ainsi que leurs pères et mères, ont la qualité pour agir en restitution des présents que les fiancés se sont faits. F ✓
- 10) Dans sa décision sur l'attribution du logement conjugal comme mesure protectrice de l'union conjugale, le tribunal doit en premier lieu tenir compte de l'utilité du domicile conjugal, ce qui conduit à attribuer le logement à celui des conjoints qui en tirera objectivement le plus grand bénéfice compte tenu de ses besoins concrets. V ✓
- 11) En cas de mariage célébré sans la présence d'une officière de l'état civil, le mariage est annulable en vertu des art. 104 ss CC. F ✓
- 12) La condition d'une dissolution du partenariat enregistré sur demande unilatérale est une séparation d'un an au moins. V ✓
- 13) Lorsqu'un enfant naît dans un hôpital, la direction de l'établissement est tenue de déclarer la naissance, et peut déléguer cette tâche, sous sa propre responsabilité, à un collaborateur. V ✓
- 14) Si les parents sont mariés ensemble, ils peuvent demander que le nom de famille et les prénoms de l'enfant mort-né soient saisis au registre de l'état civil. V ✓
- 15) La naissance constitue un fait d'état civil, à l'instar du décès. V ✓
comme
- 16) Le jugement déclarant l'absence d'ANDREW permettra que la succession d'ANDREW s'ouvre au jour de sa disparation en danger de mort. V ✓
- 17) Si MADELEINE a épousé EDOUARD après la reconnaissance anténatale par PHILIPPE et avant la naissance de son enfant, qui fête deux mois ce jour, EDOUARD est le père juridique de l'enfant. V ✓
- 18) La mère de l'enfant peut former opposition, par simple déclaration devant l'officière de l'état civil, contre la reconnaissance de l'enfant si elle sait que l'auteur de la reconnaissance n'est pas le père biologique de l'enfant. F ✓
en justice
- 19) La présomption de parentalité de l'art. 255a CC s'applique à l'enfant né dans un partenariat enregistré de deux femmes, si le partenariat a été converti en mariage après la naissance. F ✓
- 20) Le lien de filiation paternelle établi conformément à l'art. 255 CC ne peut être rompu que par une action en désaveu de paternité ou par une adoption. V ✓

Grille de réponses

Pour analyse automatique



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

NUMERO D'IMMATRICULATION (en chiffres)	Conseillant(e)
NUMERO D'IMMATRICULATION	

Numéro d'identification

Groupe:

A ☐ B ☒ C ☐ D ☐ E ☐ F ☐

Cette grille de réponses sera scannée automatiquement. Veuillez ne pas plier ou tâcher. Utilisez un stylo noir ou bleu pour remplir les champs :



Seules les cases cochées clairement sont interprétées correctement ! Pour corriger une case cochée, remplissez complètement la case de couleur : elle sera interprétée comme non cochée :



Les cases ainsi corrigées ne peuvent pas être marquées à nouveau. Veuillez ne rien inscrire en dehors des cases.

- | | a | b |
|-----|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1) | ☐ | ☒ |
| 2) | ☒ | ☐ |
| 3) | ☒ | ☐ |
| 4) | ☐ | ☒ |
| 5) | ☐ | ☒ |
| 6) | ☐ | ☒ |
| 7) | ☐ | ☐ |
| 8) | ☒ | ☐ |
| | a | b |
| 9) | ☐ | ☒ |
| 10) | ☒ | ☐ |
| 11) | ☐ | ☒ |
| 12) | ☒ | ☐ |
| 13) | ☒ | ☐ |
| 14) | ☒ | ☐ |
| 15) | ☒ | ☐ |
| 16) | ☒ | ☐ |
| | a | b |
| 17) | ☒ | ☐ |
| 18) | ☐ | ☒ |
| 19) | ☐ | ☒ |
| 20) | ☒ | ☐ |

0									
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									

